

devra pas hésiter un instant à faire ce pas, même chancelant, dans la voie du nationalisme économique.

Si nous considérons les fonds en question, nous constatons que la Banque fédérale de développement disposera de 2.2 milliards de dollars à prêter, comme c'est actuellement le cas pour la Banque d'expansion industrielle, et en admettant que 1 p. 100 seulement de cette somme soit prêtée à des étrangers, nous arrivons à la somme de 22 millions de dollars. Cela signifie que notre gouvernement fédéral prêterait 22 millions de dollars à des étrangers au profit de leur mainmise sur l'économie canadienne. Il est vraisemblable que le chiffre réel sera de 2 p. 100, c'est-à-dire 44 millions de dollars; en d'autres termes, le gouvernement canadien consacrerait l'équivalent de \$2 par homme, femme et enfant canadiens à un encouragement de la mainmise étrangère sur notre économie.

Comme l'a fait remarquer le député de York-Simcoe lorsque le ministre parlait de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, les mailles de l'organisme constitué par le gouvernement sont beaucoup trop larges, et les petites entreprises américaines passent au travers, c'est-à-dire que cette organisation ne protège en rien les intérêts des Canadiens dans ce domaine. Lorsque l'on manipule des sommes d'un montant limité, et leur montant dans ce cas précis sera limité, il doit être clair que les liquidités disponibles ne seront pas suffisantes pour permettre à tous les Canadiens qui le voudraient de profiter de ce programme, et que toute somme qui sera prêtée à des étrangers constituera un montant refusé à des Canadiens.

Cela reviendra à utiliser l'argent des contribuables canadiens, provenant en partie des petites entreprises canadiennes, au profit de la mainmise étrangère sur les intérêts canadiens. Le ministre nous a chanté la vieille rengaine qui revient toujours sur le tapis dès que l'on aborde la question du nationalisme économique ou tout autre mesure qui permettrait dans une certaine mesure d'encourager le nationalisme économique. Il a déclaré que cela découragerait les économies des zones de dépression économique, alors que nous devons encourager les sociétés à contrôle étranger et les petites entreprises étrangères à venir chez nous.

● (1450)

Je tiens à le souligner à l'intention de tous les députés ministériels, mon parti ne prétend pas que nous devrions encourager les gens qui habitent une région moins développée du pays à accepter que leur économie reste stagnante. Nous disons que l'économie du Canada devrait être édiflée par les Canadiens, que les Canadiens doivent profiter de l'argent des contribuables canadiens. De plus, lorsqu'il s'agit de donner des stimulants quelconques par l'intermédiaire de cette banque, on devrait les donner à des Canadiens parce que l'argent est trop rare pour le donner à des étrangers.

Sauf erreur, c'est le secrétaire parlementaire qui a dit que le gouvernement de l'Ontario ne tenait pas particulièrement à ce que les capitaux étrangers viennent au Canada. D'accord, mais là n'est pas la question. Il ne s'agit pas de savoir si les capitaux étrangers peuvent venir au pays, il s'agit de l'usage des capitaux canadiens par les étrangers. Il vaut la peine d'analyser ce que le gouvernement de l'Ontario a fait à cet égard. Le gouvernement de l'Ontario est allé beaucoup plus loin que le gouvernement fédéral en matière de nationalisme économique. Il y a plus d'un an, il a cessé d'accorder des prêts par l'intermédiaire de la société d'expansion du gouvernement de l'Ontario aux sociétés contrôlées par l'étranger. C'est là une chose

#### Banque fédérale de développement—Loi

que le gouvernement fédéral n'a pas voulu faire. La tendance principale des politiques du gouvernement ontarien a donc été au nationalisme économique, alors que le gouvernement fédéral a été très mou à cet égard et a même empêché que nous essayions d'obtenir un certain contrôle sur notre propre économie.

Il serait intéressant d'attirer l'attention des députés qui ne l'ont peut-être pas lu sur la rubrique «Report on Business» du numéro d'aujourd'hui du *Globe and Mail*. L'article s'intitule «Small business capital held critically short». On y cite les propos suivants du président de la Western Industrial Garments Limited:

Les mesures budgétaires fédérales ne seront pas vraiment appliquées tant qu'elles n'auront pas été définies dans le détail. Elles nous permettront probablement de suivre le rythme de l'inflation, mais sans plus. Les petites entreprises n'ont pas progressé de façon notable depuis dix ans. Il leur faut une assise financière plus solide pour lutter contre les grosses sociétés multinationales et autres, c'est dire les alimenter en capitaux pour la constitution des stocks et pour l'expansion.

Ce sont ces capitaux que nous pourrions mettre à la disposition des petites entreprises canadiennes en limitant la politique de prêts de la Banque fédérale de développement. C'est cet argent que le gouvernement leur refuse. Examinons un intéressant rapport de M. Jim Conrad, intitulé «Canadian Income and Foreign Ownership». Il s'agit d'un rapport établi pour le compte du *Committee for an Independent Canada*. Je pense qu'un de ses paragraphes éclaire singulièrement la présente discussion. Le voici:

Les sociétés à capitaux étrangers des secteurs non financiers sont les plus importantes du Canada, celles qui connaissent le plus fort taux de croissance; ce sont donc elles qui profitent le plus des avantages fiscaux accordés par l'État fédéral (abaissement à 40 p. 100 du taux d'imposition des sociétés, déductions diverses (épousément, etc.)), subventions d'E.E.R., prêts conditionnels dont le montant est prélevé sur le contribuable canadien et donné aux sociétés étrangères. En outre, les sociétés étrangères peuvent beaucoup plus facilement que les canadiennes emprunter à la banque et placer des obligations sur les marchés financiers, en raison de la surface du siège collectif de leur groupe qui se trouve à l'étranger. En conséquence, il est à prévoir que les participations étrangères aux sociétés canadiennes vont s'accroître à une cadence accélérée, et rapporter de plus en plus à leurs auteurs étrangers.

Le comité fait donc voir que, loin de résoudre la question du nationalisme économique canadien ou de réaliser une certaine maîtrise de notre économie, nous laissons les choses s'aggraver au Canada. Ce que le gouvernement nous doit, c'est plus que des affirmations pieuses. Il ne suffit pas à l'homme d'affaires canadien que le ministre lui donne l'assurance qu'il est avec lui, si l'action gouvernementale sape les positions de la petite entreprise canadienne. Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement démontre sa bonne foi dans les faits, qu'il fasse passer d'abord les intérêts des petites entreprises canadiennes et que, lorsque se présente une motion comme celle du député de Lanark-Renfrew-Carleton, il mette en œuvre les principes qu'il proclame si haut.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Madame l'Orateur, je veux signaler brièvement que mon parti veut appuyer l'amendement que le député a proposé. J'espère que cette question sera mise aux voix par assis et levés et que nous pourrions ainsi connaître la position des membres du parti libéral sur la question de l'indépendance de l'économie canadienne. Dans sa réplique, le ministre s'est dit d'accord, en principe, avec l'objet de l'amendement. S'il est d'accord avec le principe mais n'approuve pas le libellé de l'amendement, je demande au ministre s'il est disposé à rédiger un projet d'amendement dans le même sens que celui-ci en tenant compte du même principe et à le présenter à la Chambre. Je ne suis pas satisfait des quelques